

20241212 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/61701/la-commission-europeenne-autorise-la-pologne-a-limiter-le-droit-dasile-en-cas-dinstrumentalisation>

Actualités



L'UE estime que les États membres peuvent limiter l'exercice des "droits fondamentaux" en cas d'"instrumentalisation des migrants". Crédit : Reuters

La Commission européenne autorise la Pologne a limiter le droit d'asile en cas d'"instrumentalisation"

Par [La rédaction](#) Publié le : 12/12/2024

La Commission européenne a autorisé mercredi les États européens à limiter l'exercice des "droits fondamentaux" en cas "d'instrumentalisation" des migrants. La Pologne avait demandé en octobre l'aval de l'UE de "suspendre temporairement" le droit d'asile dans le pays, accusant la Biélorussie d'orchestrer des arrivées massives sur le sol polonais.

En cas "d'instrumentalisation" des migrants, les États membres peuvent exceptionnellement limiter l'exercice des "droits fondamentaux" comme le droit d'asile, a annoncé, mercredi 11 décembre, Henna Virkkunen, vice-présidente de la Commission en charge de la sécurité notamment.

Ces mesures doivent être "exceptionnelles, temporaires, proportionnées" et dans des cas clairement définis, a-t-elle insisté.

La Commission européenne répond ainsi à la [demande formulée mi-octobre par le chef du gouvernement polonais](#), Donald Tusk. Ce dernier avait alors annoncé qu'il voulait suspendre partiellement le droit d'asile pour les migrants qui entrent illégalement dans son pays. "Je dis tout haut aujourd'hui que parmi les éléments de la stratégie de migration figurera la suspension territoriale temporaire du droit d'asile", avait-il affirmé, ajoutant demander au préalable l'aval de l'UE pour mettre en place une telle mesure.

"Nous soutenons nos États membres qui subissent cette pression à leurs frontières"

Depuis 2021, la Pologne accuse la Russie et la Biélorussie d'utiliser les afflux de migrants à sa frontière pour déstabiliser la région et l'Union dans son ensemble - ce que les dirigeants des deux pays ont toujours nié.



La frontière entre la Pologne et la Biélorussie, le 3 juin 2024. Crédit : Reuters

"Nous soutenons nos États membres qui subissent cette pression à leurs frontières" et ils peuvent prendre "certaines mesures exceptionnelles", a affirmé la Commissaire Henna Virkkunen.

La Russie et la Biélorussie "organisent la venue de ces migrants jusqu'à nos frontières et tentent de déstabiliser nos sociétés avec cela", a ajouté cette responsable européenne. "Nous ne pouvons pas l'accepter". "Nous ne laisserons jamais les autocrates utiliser nos valeurs européennes contre nous", a lancé de son côté sur le réseau social X la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

A lire aussi

["Les gardes-frontières frappent les migrants" : aux frontières de l'UE, la "banalisation" des "pushbacks" violents](#)

Depuis 2021, la Pologne enregistre un afflux de milliers de migrants et de réfugiés, principalement originaires du Moyen-Orient et d'Afrique qui tentent d'entrer dans le pays via la Biélorussie, une opération attribuée au régime de Minsk dans le but de déstabiliser la région et l'UE.

En mai, la Pologne avait annoncé qu'elle dépenserait plus de 2,3 milliards d'euros pour renforcer la frontière polono-bélarusse qui marque la limite orientale de l'UE.

Mercredi, la Commission a annoncé 170 millions d'euros supplémentaires pour soutenir les États dans la surveillance des frontières avec la Russie et la Biélorussie, dont 52 millions d'euros pour la Pologne, 50 millions pour la Finlande, 19,4 millions pour l'Estonie, 17 millions pour la Lettonie et 15,4 millions d'euros en faveur de la Lituanie.